



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**08 JUIL. 2024**

modifiant et complétant les prescriptions  
de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021  
pris en application  
du titre I<sup>er</sup> livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions  
associées aux autorisations d'exploiter les installations  
de la société Manutention Transport Service (MTS) à Strasbourg (...)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R 181-45, R 181-46 et L 181-14 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021, pris en application du titre I<sup>er</sup> livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société Manutention Transport Service (MTS) à Strasbourg (...);
- VU le dossier transmis le 17 mai 2024, intitulé « Demande de modification ICPE - Rehausse du stockage de plaquettes de bois », par la société MTS (Manutention, Transport, Service) pour son établissement situé rues de Dunkerque et d'Alger à Strasbourg ;
- VU le rapport du 14 juin 2024, de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à l'examen du dossier susvisé ;

CONSIDÉRANT que la rehausse sollicitée du stockage de plaquettes de bois intervient sans augmentation du volume stocké et qu'elle reste modérée en valeur absolue (plus un mètre) dans la partie du site où le dépôt est le plus visible ;

CONSIDÉRANT qu'il peut donc être fait droit à cette demande ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions additionnelles se justifient :

- limitant la rehausse au seul stockage de plaquettes de bois, la demande ne mentionnant pas d'autre type de bois,
- prévoyant qu'il puisse être justifié, à tout moment, de la hauteur et du volume présent,
- imposant un recul des dépôts par rapport à la limite de la zone B avec l'aire de stationnement de gens du voyage de la rue de Dunkerque, recul permettant l'intervention en sécurité des services de secours ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

**ARRÊTE**

## **Article 1<sup>er</sup>**

Il est ajouté à l'arrêté préfectoral susvisé du 21 juin 2021 le chapitre 8.5 et l'article 8.5.1 :

### **« Chapitre 8.5 Dépôt de plaquettes de bois relevant de la rubrique 1532-3**

#### **Article 8.5.1 Dépôts de plaquettes de bois**

*Par exception à la limitation à 3 m des dépôts de bois visés à la rubrique 1532-3 à l'article 1.1.2 du présent arrêté, les dépôts de plaquettes de bois pourront être portés, sans augmentation de volume :*

- à 4 m en secteur A (volume maximal de 4000 m<sup>3</sup>) ;
- à 6 m en secteur B (volume maximal de 10 500 m<sup>3</sup>).

*Un recul de sécurité permettant la circulation, le retournement et la mise en station hors des flux thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup> d'un engin de secours est maintenu le long de la limite séparant la zone B de l'aire de gens du voyage voisine.*

*L'exploitant met en place des dispositifs permettant de vérifier, en permanence, le respect des hauteurs limites prescrites.*

*Il peut justifier à tout moment du respect des limitations de volume des dépôts. »*

## **Article 2 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société MTS.

## **Article 3 - Mesures de publicité**

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

## **Article 4 - Droits des tiers :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 5 - Sanctions :**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales, définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1<sup>er</sup>, du code de l'environnement.

## **Article 6 - Voies et délais de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à

compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 7 Exécution :**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société MTS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général

**Mathieu DUHAMEL**

